

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE DU PANAMA**Description de la structure de l'économie**

Dollarisée après l'indépendance du pays, l'économie panaméenne s'est longtemps caractérisée par sa stabilité macroéconomique et sa faible inflation. La rétrocession du Canal par les Etats Unis a engendré un regain de croissance nourri des investissements publics. Entre 2012 et 2017 la croissance a été en moyenne de 6,3%, contre 4,1% pour l'Amérique centrale. L'économie panaméenne se caractérise par ses piliers fondamentaux que sont le canal, la zone franche de Colon (ZLC), le centre bancaire et les hubs logistiques portuaire et aérien. L'essentiel de l'activité économique du pays (80%) se concentre dans la capitale et sa grande agglomération où s'activent 85% des entreprises de services et 60% de la population. Les nouveaux secteurs en croissance sont l'exploitation minière qui devrait progresser de +10% par an environ une fois la mine canadienne de cuivre mise en route, à partir de 2019, et le tourisme. L'immobilier et le secteur bancaire, secteurs traditionnels de l'économie, devraient poursuivre leur expansion, même si l'excès d'offre dans l'immobilier haut de gamme, d'origine douteuse, commence à se faire ressentir.

Le PIB est passé de 13 Md USD en 2003 à 67 Md USD en 2017. Le PIB/hab. nominal (15 089 USD en 2017) est l'un des plus élevés d'Amérique latine : en parité de pouvoir d'achat, il est le 2^{ème} d'Amérique latine, de 25 351 USD, derrière celui du Chili. Il masque cependant toujours la dualité de l'économie et les disparités persistantes de revenus. L'IDH atteint 0,789 en 2017 contre 0,666 en 1990. La pauvreté est passée de 33% en 2008 à 22,1% en 2016 tandis que l'extrême pauvreté se situe pour la première fois sous 10%. Les inégalités restent très élevées avec un coefficient de Gini de 50,7% en 2015 contre 55% en 2004. En 2016, l'emploi informel non agricole représente 40,2%, et 50% si on inclut les emplois agricoles informels. Le taux de chômage continue d'augmenter pour atteindre 5,8% en 2018.

Éléments d'analyse conjoncturelle

En 2017, la croissance économique a augmenté de 5,4%, après 5% en 2016. Cette croissance a été principalement portée par les activités liées au secteur externe, notamment le secteur logistique (+10,1%) avec les bonnes performances du système portuaire et du Canal élargi. De plus, le commerce a augmenté de 3%. En revanche, après une chute de 36 % entre 2012 et 2016, l'activité de la ZLC s'est une nouvelle fois contractée en 2017, mais dans de moindres proportions (-0,04%). Au 1^{er} semestre 2018, la croissance économique a augmenté de 3,7% en g.a. (plus faible taux de croissance depuis 2009 à +2,4%). Ce ralentissement s'explique en partie par la grève, d'un mois, des travailleurs de la construction, ayant paralysé 95% des chantiers nationaux. Le FMI a réduit ses prévisions de croissance pour le Panama à 4,3% pour 2018. Malgré cette révision, le Panama resterait l'une des économies avec la plus forte croissance dans la région. En 2019, le FMI prévoit que la croissance panaméenne atteindra 6,3%, en raison de la forte activité de construction liée au développement d'infrastructures et à l'ouverture de la mine de cuivre. Le budget général de l'Etat pour 2019 est établi sur cette base et prenant en compte la consolidation du hub logistique. De plus, le budget prévoit des investissements dans les infrastructures comme le 4^{ème} pont sur le Canal, les lignes 2 et 3 du métro et les élargissements de l'autoroute Interamericana. Ces projets prévoient de raviver le secteur de la construction.

En 2017, l'inflation s'est établie à 0,9%, (après 0,7% en 2017). En 2018, les prix sont sur une tendance haussière, le FMI prévoit une accélération moyenne à 2,2% et 2,4% en 2019, due à la hausse du prix du pétrole.

Le déficit du secteur public non financier (SPNF) a été limité à 1,7% du PIB en 2017. C'est la 3^{ème} réduction consécutive du déficit budgétaire après -1,9% en 2016 et -2,3% en 2015. De 12,4 Md USD, les recettes du SPNF ont progressé de 6,7%, en très grande partie grâce au dynamisme des recettes du Canal élargi (1,65 Md USD). La collecte fiscale a également augmenté (+1,6%). Les dépenses se sont élevées à 13,4 Md USD (+5,8%). Les dépenses d'investissement sont stabilisées à 3,9 Md USD.

Le déficit courant est récurrent, résultant d'une balance commerciale déficitaire d'un pays à faible production de biens. Au 1^{er} semestre 2018, le compte courant affiche un déficit de 1,8 Md USD soit une réduction de 8,4% par rapport au 1^{er} semestre 2017. Les déficits de la balance des biens (4,901 Md USD) et des revenus (2,171 Md USD) ont cependant augmenté de respectivement 4,6% et 7,4%. Le compte courant a bénéficié de l'excédent de la balance des services qui s'est amélioré de 10,3% (5,263 Md USD) et de la réduction de 71% du déficit du compte des transferts courants (17,1 M USD). Le déficit courant devrait se dégrader en 2018 pour s'établir à 9% du PIB, après 8% en 2017. Ce résultat est lié à la forte augmentation des importations liées aux

investissements pour l'extraction de cuivre. La position extérieure du pays devrait s'améliorer sensiblement en 2019, avec l'achèvement du projet minier, à forte intensité d'importation, et qui annonce le début des exportations de cuivre qui pourraient atteindre 2 Md USD par an et permettre un déficit courant aux alentours de 6% du PIB à moyen terme. Par ailleurs, au 1^{er} semestre, les investissements directs étrangers (IDE) ont baissé de 13,2% en g.a., atteignant 2,3 Md USD. En particulier, les IDE liés aux bénéficiaires réinvestis ont enregistré une baisse de 10%, passant de 1,6 Md USD à 1,5 Md USD. Les IDE se dirigent vers le secteur des services, notamment de la logistique, les opérations de transport, le commerce et les services financiers. La majorité des IDE provient de réinvestissement de bénéficiaires des entreprises étrangères opérant au Panama (68% du total des IDE alors que 20% correspond à « autre capital » et 12% à des investissements en actions).

Politique économique

Le Panama peine à respecter la loi de responsabilité budgétaire, mise en place en 2009, qui fixe entre autres un objectif d'excédent primaire et une dette publique maximum de 40% du PIB. Alors que la LRSB autorisait un déficit limité à 0,5% du PIB pour l'année 2018, une modification de la loi a été votée permettant au gouvernement de relever le plafond d'endettement du pays et vise un déficit à 2% du PIB. La réforme vise à fixer le déficit à 1,75% du PIB en 2019 et 2020, et à 1,5% du PIB à partir de 2021. Par ailleurs, elle réduit le seuil au-delà duquel les contributions du Canal iront au Fond d'Épargne du Panama (FAP) de 3,5 à 2,5% du PIB. Enfin, l'augmentation des dépenses courantes du SPNF, sera contenue, en ligne avec la croissance potentielle du PIB (à l'exclusion des dépenses des services de santé, des retraites et des intérêts de la dette).

Secteur bancaire

Le système bancaire panaméen est important, il représente environ 8% du PIB. Il est composé de 49 banques dont 9 contrôlent 70% de l'activité. Le système bancaire demeure solide, bien capitalisé, liquide et rentable avec un faible niveau de prêts non performants (1,7% du total des prêts). Il est, en outre, soumis à une forte pression de la part de la Superintendance des Banques pour se mettre en conformité avec Bâle III (17 réglementations en lien avec Bâle III publiées en 2 ans). Ce processus serait finalisé courant 2019. Il devrait s'accompagner d'importants mouvements de fusions-acquisitions, les plus petits établissements étant moins à même d'effectuer les investissements requis par une telle mise à niveau réglementaire et opérationnelle et donc, à court terme, susceptibles d'être repris par les opérateurs les plus importants.

Par ailleurs, suivant les recommandations du GAFI, les autorités continuent de faire avancer le programme d'amélioration de la réglementation et de la supervision bancaire. En revanche, des mesures relatives à l'intégrité financière et à la transparence fiscale restent nécessaires pour renforcer le système financier. Le rapport d'évaluation mutuelle du Panama a été adopté lors de la plénière du GAFILAT de décembre 2017. Il comprend une évaluation globalement défavorable et place le Panama en situation de fragilité vis-à-vis du GAFI. Le pays pourrait se retrouver sur liste grise, suite à l'évaluation du GAFI, prévue en juin 2019. Pour éviter cette inscription sur liste grise, l'Assemblée devrait adopter le projet de loi pénalisant l'évasion fiscale. Le projet de loi pénalisant l'évasion a été approuvée en 1^{er} débat à l'Assemblée nationale. Cependant, il n'a pas été discuté lors des sessions extraordinaires, fin 2018. Selon l'Association bancaire de Panama, avec cette omission le pays prend le risque d'être inclus dans la liste grise du GAFI.

Perspectives et réformes structurelles

Le pays s'intéresse à l'Alliance du Pacifique mais hésite à en accepter ses acquis. Un accord de libre-échange (ALE) avec le Mexique a été conclu et peut ouvrir la voie à une adhésion prochaine, mais l'accord avec la Colombie n'est toujours pas ratifié, condition suspensive. En juin 2017, le Panama établit des relations diplomatiques avec la Chine et rompt ses liens avec Taïwan. Les négociations pour un ALE avec le géant asiatique ont débuté en 2018 et devraient se poursuivre en 2019.

Les effets « réputationnels » directs de diverses affaires de blanchiment ou de corruption de premier plan international (Panama Papers, affaire WISA, affaire Odebrecht) sur l'économie panaméenne sont pour l'heure limités mais à observer de près. Cependant, ces événements ont conduit les autorités à réagir en ratifiant la convention d'assistance administrative mutuelle (MAC) pour l'échange d'informations fiscales et par la mise en vigueur de deux lois fondamentales pour permettre la transparence financière. L'un des principaux défis du pays pour les investisseurs étrangers continuent d'être l'amélioration de la réglementation et de la supervision bancaire : le Panama figure toujours sur la liste française des pays non coopératifs. Le pays doit également activement lutter contre la montée des inégalités, en dépit de la croissance du PIB, les inégalités sociales ne se réduisent pas. Par ailleurs, des mesures doivent être prises pour remédier aux déficiences du système éducatif et de formation professionnelle. De fait, le Panama souffre d'un déficit de personnel qualifié.